

Unité Départementale du Hainaut

Equipe V2  
Parc d'Activités de l'Aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes cedex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SUEZ RV ex RECYDEM**

Chemin départemental 249  
Le Pont Tournant - BP 6 -  
59156 LOURCHES

Références : VH/V2.2022.090

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2022 dans l'établissement SUEZ RV ex RECYDEM implanté Chemin départemental 249 Le Pont Tournant - BP 6 - 59156 LOURCHES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à la visite d'inspection du 15/09/2020 relative aux conditions d'admission des déchets et a pour objet la vérification des actions correctives mises en place par l'exploitant.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV ex RECYDEM
- Chemin départemental 249 Le Pont Tournant - BP 6 - 59156 LOURCHES
- Code AIOT dans GUN : 0007000571
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société SUEZ RV. (ex-RECYDEM) est située sur le territoire de la commune de Louches, à l'intersection du Chemin Départemental 249 et du Canal de l'Escaut. L'établissement occupe 23 des 29 hectares constitués par l'ancien crassier d'USINOR.

La société SUEZ RV. est autorisée à exploiter un centre de traitement de déchets ménagers et banals par arrêté du 1er octobre 2003 modifié les 2 mars 2006, 4 avril 2008, 17 avril 2009, 18 août

2009 et 27 août 2014.

Les activités suivantes y sont exercées :

- centre de tri de déchets ménagers et assimilés ;
- centre de valorisation de mâchefers ;
- compostage de déchets verts et de boues de STEP ;
- valorisation de sables de fonderie, de laitiers, de scories et de réfractaires ;
- broyage, concassage, criblage de bétons et matériaux de construction pour la fabrication de graves routières ;
- centre de transit de déchets industriels spéciaux (emballages souillés, déchets d'amiante, batteries, etc.) ;
- broyage et valorisation de déchets de bois ;
- broyage et valorisation de pneumatiques.

Si les activités de tri de déchets ménagers et assimilés sont exercées sous couvert dans des bâtiments, les autres activités précitées sont réalisées en extérieur. La société SUEZ RV. est autorisée à traiter 450.000 tonnes de déchets annuellement.

Dans le cadre de ses activités, la société SUEZ RV effectue des transferts transfrontaliers de déchets en exportation ou en importation.

Le pont bascule d'admission des déchets ainsi que la zone de réception DIB / bois ont fait l'objet du contrôle.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Conditions d'admission des déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Registre Déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1-a.b.c	/	Sans objet
Traitements	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1.d	/	Sans objet
Admission déchet	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.II.a	/	Sans objet
Admission déchet	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.II.d	/	Sans objet
Admission déchet	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.III.a.b.c	/	Sans objet
Admission déchet	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.III.d	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a eu pour objet de vérifier les actions correctives mises en place suite aux constats qui avaient été réalisés lors d'une visite d'inspection réalisée le 15/09/2020 visant les conditions d'admissions des déchets sur cette installation de transit, regroupement, tri de déchet.

La présente visite a eu également pour objet de vérifier que les nouvelles dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri de déchet sont mises en oeuvre.

Il a été constaté que l'exploitant a mis en place des actions correctives qui permettent d'améliorer la traçabilité de la gestion des déchets.

Les nouvelles dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 sont prises en compte.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Registre Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1-a.b.c
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre déchets entrants
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</li></ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li><li>- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li><li>- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li><li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li><li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li><li>- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;</li></ul> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li><li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li><li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li><li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li></ul>
<p><b>Constat lors de la visite du 15/09/2020</b></p> <p><i>Le registre des entrées ne précise pas le nom et l'adresse des producteurs de déchets dont l'admission sur le site de Louches est autorisée par CAP (Certificat d'Acceptation Préalable) « générique », attribué par collecteur et non pas par producteur. Le nom renseigné (et l'adresse associée) est celui du collecteur au lieu d'être celui du producteur au sens de l'article L541-1-1 du code de l'environnement.</i></p> <p><i>Par transmission du 23/12/2020, l'exploitant a communiqué un plan d'actions visant la levée des non-conformités relevées.</i></p> <p><i>Ce plan indique notamment l'abandon progressif de CAP générique au profit de CAP créé par le logiciel à échéance de mars 2021.</i></p>
<p><b>Constat lors de la visite du 11/03/2022</b></p> <p>L'exploitant a indiqué qu'historiquement l'utilisation de CAP générique était liée à des difficultés d'interfaçage entre l'entité de collecte et l'entité de traitement.</p> <p>En séance l'exploitant a présenté son système de gestion informatique (SYNERGIE) permettant de tenir le registre informatique. Ce registre est en lien avec le logiciel de création de CAP et permet</p>

à présent un remplissage conforme du registre. Une présentation du registre a été réalisée.
Par transmission en date du 18/03/2022, l'exploitant a transmis une extraction du registre pour le mois. L'examen du registre indique que les dispositions réglementaires sont respectées. La tenue du registre est conforme aux dispositions prévues par cet article.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Traitements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1.d
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre traitement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul>
<p><b>Constat lors de la visite du 15/09/2020</b></p> <p><i>Le code du traitement à renseigner dans le registre des admissions de déchets est le code du traitement qui va être opéré dans les installations du site de Louches. Le site de Louches n'étant pas une ISDND, il convient de renseigner l'un des codes D13 à D15 au lieu du code D5. De même, à moins que certains déchets fassent l'objet d'une valorisation énergétique sur le site de Louches, le code R1 ne peut être renseigné dans le registre des admissions.</i></p> <p><i>Par transmission du 23/12/2020, l'exploitant a communiqué un plan d'actions visant la levée des non-conformités relevées.</i></p> <p><i>Ce plan indique notamment qu'une anomalie informatique au niveau du logiciel CLEAR serait à l'origine des codes erronés.</i></p>
<p><b>Constat lors de la visite du 11/03/2022</b></p> <p>En séance l'exploitant a indiqué qu'en fait ce problème de code de traitement était lié à un mauvais remplissage initial par le service commercial au moment de la procédure d'acceptation des déchets.</p> <p>Une reprise manuelle de l'ensemble des dossiers existants (environ 5000 fiches) a été menée en 2021 et est encore en cours. L'exploitant estime qu'environ 65 % des anomalies ont été corrigées. LI indique que sur les dossiers récents cette erreur ne se produit plus, une sensibilisation des personnels ayant été effectuée.</p> <p>Par sondage, des codes déchets ont été vérifiés au niveau du registre transmis. Cette vérification par sondage n'a pas révélé d'anomalie, le registre indique les codes R3/R5/R12/D13 et D15 et sont cohérents avec les activités menées sur site.</p> <p>La tenue du registre est conforme aux dispositions prévues par cet article.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Admission déchet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.II.a
<b>Thème(s) :</b> Autre, Information préalable
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- source (producteur) et origine géographique du déchet ;</li><li>- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;</li><li>- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;</li><li>- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;</li><li>- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li><li>- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;</li><li>- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;</li><li>- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.</li></ul>
<p><b>Constat lors de la visite du 15/09/2020</b></p> <p>(CAP n°I5LO06.17.1106).[...] Ni le CAP ni le bon de pesée ne permettent d'identifier le producteur des déchets. L'exploitant a confirmé que cette pratique constatée sur l'admission des déchets en provenance du producteur BOMBARDIER n'était pas une pratique isolée. D'autres CAP « génériques » existent.</p> <p>Par transmission du 23/12/2020, l'exploitant a communiqué un plan d'actions visant la levée des non-conformités relevées.</p> <p>Ce plan indique notamment l'abandon progressif de CAP générique au profit de CAP créé par le logiciel à échéance de mars 2021.</p> <p><b>Constat lors de la visite du 11/03/2022</b></p> <p>L'exploitant a indiqué qu'historiquement l'utilisation de CAP générique était liée à des difficultés d'interfaçage entre l'entité de collecte et l'entité de traitement.</p> <p>En séance l'exploitant a présenté son système de gestion informatique (SYNERGIE) permettant de tenir le registre informatique. Ce registre est en lien avec le logiciel de création de CAP et permet à présent un remplissage conforme du registre.</p> <p>Environ 1200 CAP sont actifs actuellement pour la réception des déchets sur site.</p> <p>Par sondage des CAP ont été vérifiés (en séance et par transmission ultérieure du 28/03/2022).</p> <p>Vu en séance :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- CAP n° I5LO 06.21.2204 (BOMBARDIER Crespin)</li><li>- CAP n° I5LO 06.17.0754 (RENARD)</li><li>- CAP n° I5LO 06.22.2376 (DUMONT Batiment)</li></ul> <p>Par transmission du 28/03 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- CAP n° I5LO 04.17.0645 (CVE Maubeuge)</li><li>- CAP n° I5LO 06.19.1809 (DESOTEC Rosalaer)</li><li>- CAP n° I5LO 04.17.0533 (FAD)</li><li>- CAP n° I5LO 06.17.1058 (3M)</li></ul>

Cette vérification par sondage n'a pas révélé d'anomalie, l'ensemble des informations prévues est présent sur les CAP.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Admission déchet

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.II.d

**Thème(s) :** Autre, Information préalable

**Prescription contrôlée :**

Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.

[...]

L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable

**Constat lors de la visite du 15/09/2020**

*La durée de validité du CAP n° I5LO06.171106 (contrôlé dans le cadre de l'admission contrôlée n° 1) est de 15 mois ((04/07/2019 au 30/09/2020).*

*Par transmission du 23/12/2020, l'exploitant a communiqué un plan d'actions visant la levée des non-conformités relevées.*

*Ce plan indique notamment l'abandon progressif de CAP générique au profit de CAP créé par le logiciel à échéance de mars 2021.*

*Le CAP n° I5LO06.171106 remis à jour a été transmis.*

**Constat lors de la visite du 11/03/2022**

Par sondage, des CAP ont été vérifiés (en séance et par transmission ultérieure du 28/03).

Les échéances de validité inférieures à 1 an ont été vérifiées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Admission déchet

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.III.a.b.c

**Thème(s) :** Autre, Admission

**Prescription contrôlée :**

L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.

a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;
- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;
- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;
- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;
- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.

Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à



sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.

b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.

c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.

**Constats :** Une admission sur site a fait l'objet d'un contrôle durant l'inspection (**Voir fiche annexe contrôle admission**).

Il s'agit de déchets de chantier de construction de la société RENARD, pour une benne d'environ 7 m<sup>3</sup>.

Ces déchets ont fait l'objet du CAP n°I5LO 06-17-0754.

La société RENARD assure elle-même le transport.

Le code déchet est le 17 09 04, déchets de construction et de démolition en mélange. Un contrôle par le superviseur de zone est réalisé. Dans le cas présent, les déchets en mélange présentent une part valorisable et ont fait l'objet d'un passage sur la chaîne de tri.

L'exploitant a indiqué que cette procédure de déclassement et de sur-tri était courante notamment pour les déchets de chantier de construction de petite taille.

Le code déchet annoncé et les éléments présents sur le CAP sont cohérents.

Le bon de pesée (REC497378) reprend ces éléments et est en cohérence avec les constats réalisés.

**Observations :** Il est relevé que les dispositions de l'article D.543-80 (modifié par décret du décret n°2021 du 16 juillet 2021) du code de l'environnement réduisent le champ d'application de l'obligation de tri à la source et de collecte séparée des déchets de construction et de démolition en excluant de cette obligation les chantiers ne permettant pas de disposer d'une superficie de stockage de déchets de 40 m<sup>2</sup> ou si le volume de déchets générés est inférieur à 10 m<sup>3</sup>.

L'exploitant a indiqué que la société RENARD était dans cette situation, sans que l'inspection ne puisse vérifier ce point.

Sur cette thématique, l'exploitant a indiqué procéder à un travail de sensibilisation de ses clients sur l'obligation de tri à la source concernant les flux des DIB afin de réduire les flux en mélange.

Il indique également procéder à la création de nouveaux CAP dans le cas d'admission de déchets valorisables et ultimes afin de limiter les flux en mélange.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



**Nom du point de contrôle : Admission déchet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.III.d
<b>Thème(s) :</b> Autre, Refus admission
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou</li><li>- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.</li></ul> <p>L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.</p> <p>Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.</p> <p>Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article</p>
<p><b>Constat lors de la visite du 15/09/2020</b></p> <p><i>L'exploitant révisera l'organisation de la gestion des non-conformités conformément à l'article 13 alinéa III-d de l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de tri, transit, regroupement de déchets. Dans ce cadre, l'exploitant fera part de sa réflexion sur le nombre de non-conformités au bout desquelles un refus d'admission et un retour au producteur sera opéré. L'exploitant transmettra la procédure de gestion des non-conformités ou « déclassements » tenant compte de cette observation.</i></p> <p><i>Par transmission du 23/12/2020, l'exploitant a communiqué la procédure de gestion des non-conformités et des déclassements qui a été établie, INS 05-002.</i></p>
<p><b>Constat lors de la visite du 11/03/2022</b></p> <p>L'exploitant a indiqué n'avoir quasiment aucun refus d'admission. De par la multitude d'activités de tri et transit de déchets sur le site, il procède plutôt à du déclassement et du sur-tri. Il informe, néanmoins, les producteurs de déchets quand cette situation se répète.</p> <p>Cette action est également à mettre en lien avec les actions de sensibilisation menées auprès des producteurs en matière de tri à la source.</p>
<p><b>Observations :</b> L'inspection tient à rappeler à l'exploitant le fait que les déchets en mélange qui correspondent à la fraction résiduelle après tri des déchets valorisables, ne doivent pas être considérés comme un flux ayant vocation à être trié en vue du recyclage des différents déchets en mélange. La fraction résiduelle après tri des déchets valorisables correspond à une fraction majoritairement non recyclable qui peut comporter quelques fractions recyclables qui auraient échappé au tri à la source.</p> <p>Le tri des fractions résiduelles après tri qui peut être pratiqué par ses soins, qualifié couramment de « sur-tri », a vocation à extraire une quantité marginale d'erreurs de tri ponctuelles, et ne doit pas être considéré comme une action de tri pouvant se substituer aux obligations de tri à la source du producteur.</p> <p>Les fractions reclassées en filière de recyclage à l'issue du sur-tri des bennes de déchets non recyclables doivent correspondre à un pourcentage faible de la benne. Le contraire est significatif de l'absence de tri à la source ou bien d'un tri de mauvaise qualité par le producteur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet